

Chronique de la campagne présidentielle - épisode 21

Chaque week-end, nous publions une chronique de la campagne présidentielle. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2022. Vous pouvez retrouver les précédentes chroniques sur le site de la Tendance Claire.



Depuis quelques semaines, nous avons commencé à publier une analyse critique du programme de l'Avenir en commun. Nous invitons tous nos lecteurs à suivre cette série de billets publiés désormais chaque jour sur notre site jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle.

Au sommaire ce week-end :

- Retour sur la grande Marche pour la 6ème République à Paris
- Malgré les obstacles, Mélenchon progresse et dépasse les 13 %
- Une élection par effraction ?
- Macron : un programme de guerre contre les travailleurs/ses

Retour sur la grande Marche pour la 6ème République à Paris

L'objectif était clair : faire une démonstration de force pour amplifier la dynamique devant porter Mélenchon au second tour et tenter de faire dérailler le scénario promu par les médias du système depuis 5 ans, à savoir un face-à-face entre Macron et l'extrême-droite.

L'objectif est atteint (**de l'avis même d'éditorialistes mainstream**) : si les organisateurs ont annoncé « plus de 100.000 manifestants », c'est en tous les cas des dizaines de milliers de manifestant.e.s qui ont défilé puis se sont rassemblés autour de la Place de la République. Une foule enthousiaste qui croit possible la victoire.



Le **discours de Mélenchon** a été centré sur l'école et la question sociale, et par l'opposition du programme de l'Union populaire au programme de Macron. Mélenchon a fait en outre quelques annonces fortes au cours du meeting :

- amnistie de tous les gilets jaunes condamnés
- gratuité totale des transports communs aussi longfemps que dure la crise des carburants
- réintégration des soignants non vaccinés

L'objectif de Mélenchon est, dans la dernière ligne droite, d'aller chercher les abstentionnistes, très nombreux chez les jeunes et les catégories populaires pour le porter au second tour. Car une chose est sûre : la base sociale de Macron se mobilisera le 10 avril.



Malgré les obstacles, Mélenchon progresse et dépasse les 13 %

La probabilité d'une présence de Mélenchon au second tour se renforce de jour en jour. Cette semaine, Mélenchon a progressé en moyenne d'un point dans les sondages (13,2 % en moyenne), distançant Péresse et Zemmour, toujours en baisse. Solide troisième, l'objectif est désormais de se rapprocher de Le Pen, qui est également en dynamique. Elle a bénéficié d'une forte présence médiatique (notamment avec l'émission « Face à Baba » d'Hanouna mercredi) alors que Mélenchon et ses soutiens ont été très peu exposés. Le Pen a écarté tout contradictoire de la France insoumise (Quatennens était initialement prévu) chez Hanouna, préférant débattre avec Jadot que le système médiatique tente de promouvoir pour tenter de prendre quelques points à Mélenchon (il était aussi le contradictoire de Zemmour dans l'émission de France 2 Elysée 2022).

	Moyenne	Evol	Harris	Evol	Opinion	Evol	Ifop	Evol	BVA	Evol	Elabe	Evol	Cluster	Evol	Odoxa	Evol	Ipsos	Evol
Arthaud	0,4	-0,1	0,5	=	0	=	0	-0,5	0,5	=	0,5	-0,5	0,5	-0,5	1	+0,5	0,5	=
Poutou	1,1	=	1	=	1	=	0,5	-0,5	0,5	-0,5	1	=	1,5	+0,5	2	+1	1	-0,5
Mélenchon	13,2	+1,1	13,5	+1	13	+1	13,5	+3	13	+0,5	14	+1	14	+0,5	11,5	+0,5	13	+1
Roussel	3,6	+0,1	3	-0,5	4	+1	4,5	=	3,5	+0,5	3,5	=	3,5	=	3,5	-1	3,5	+0,5
Jadot	5,1	-0,4	5	=	5	-1	5	-1	5,5	=	5	=	5	-0,5	4,5	-0,5	6	-0,5
Hidalgo	2,3	+0,1	2,5	+0,5	3	=	2	=	2,5	=	1,5	=	2	+0,5	1,5	-0,5	3	+0,5
Macron	29,8	+0,1	30	-0,5	29	-1	29	-2	30	=	31	-2,5	29,5	+1,5	29,5	+5	30,5	=
Lassalle	2,4	+0,6	2	=	3	+1	2,5	+0,5	1,5	=	2	-0,5	3	+1	2	+1	3	+1,5
Péresse	10,8	-0,8	10,5	=	12	=	11	-1	10	-2	11,5	+1	10,5	-2,5	11	-1	10	-1
Dupont Aignan	2,0	+0,2	1,5	=	2	=	1,5	+0,5	2	+0,5	1,5	-1	2,5	+0,5	3	+1	2	+0,5
Zemmour	11,6	-1,2	11	-1,5	11	-1	13	+1	13	=	10,5	-0,5	12	-2,5	11	-3	11	-2,5
Le Pen	17,8	+1	19,5	+1	17	=	17,5	=	18	+1	18	+3	16	+1,5	19,5	+1	16,5	+0,5

Une élection par effraction ?

Tout est fait pour que la campagne n'ait pas lieu. Macron s'est déclaré le plus tard

possible. Les médias invisibilisent au maximum la campagne électorale. La guerre en Ukraine est l'occasion d'une propagande qui renforce la position de Macron et permet de ne pas parler de la campagne... tout en expliquant ensuite qu'elle n'intéresse pas la population.

Macron et Le Pen se sont entendus pour faire annuler le « grand débat » prévu sur BFM le 23 mars entre tous les candidats. Leur stratégie est claire : laisser le système médiatique et les éditorialistes occuper le terrain et surtout ne pas prendre le risque de se faire contredire par exemple par Mélenchon ou Poutou. Suite aux annulations de Macron et Le Pen, BFM a décidé de pénaliser tous les autres candidats en supprimant l'émission, donnant ainsi un droit de véto au macro-lepénisme. Il n'y aura donc certainement aucun débat entre tous les candidats. L'émission de TF1 de lundi dernier n'était pas un « débat » mais une juxtaposition d'entretiens : on voudrait que la population ne s'intéresse pas à la campagne, on ne s'y prendrait pas autrement !

Lors de la présentation de son programme jeudi, Macron a d'ailleurs revendiqué de ne débattre... qu'avec des journalistes (« *débattre avec des journalistes ne me semble pas plus infamant ou moins éclairant qu'avec d'autres candidats* »). On pourrait rajouter : « ou avec des Français sélectionnés à l'avance » comme Macron s'en est fait la spécialité.

Le scandale démocratique est total. D'ailleurs, même le pseudo-opposant fallot Gérard Larcher (président du Sénat) a fini par dire : « *S'il n'y a pas de campagne, la question de la légitimité du gagnant se posera* ». Mais Macron n'en a que faire. Il est d'ailleurs tellement en confiance qu'il envisage ouvertement de dissoudre l'assemblée nationale afin d'avancer de 15 jours la date des élections législatives, afin de limiter au maximum le débat politique et de rafler à bon compte une majorité à l'assemblée dans la foulée de l'élection présidentielle.

Macron : un programme de guerre contre les travailleurs/ses

Macron se sent visiblement très confiant : il n'a donc pas caché ses intentions jeudi dernier. S'il est réélu, son second quinquennat sera sanglant, entièrement tourné vers la satisfaction du grand capital :



- *la contre-réforme des retraites* annoncée, avec le passage de l'âge légal à 65 ans, est une attaque frontale qui vise à réduire le principal poste des « dépenses sociales ». Macron doit taper dur. Il s'est d'ailleurs engagé auprès des institutions européens à réduire drastiquement les dépenses publiques (par rapport aux besoins bien sur, mais aussi par rapport aux projections de PIB) : +0,25 % par an en moyenne entre 2022 et 2027 (alors qu'elles avaient progressé de 1 % par an sous Hollande et de 1,4 % sous Sarkozy)

- *l'attaque immonde contre les allocataires du RSA* qui devront justifier de 15 à 20 heures d'activité pour percevoir leur aumône. Alors que le véritable scandale est le non-recours du RSA par un tiers des ayants droits, Macron présente les allocataires du RSA comme des feignants qui se complaisent dans le luxe que leur offre le RSA. Il va ainsi fournir une main-d'oeuvre gratuite aux entreprises, permettant de faire pression à la baisse sur les salaires.

- *l'offensive contre les enseignants* : Macron tire une croix sur le vote des enseignants, il préfère aller chercher le vote des parents les plus réactionnaires, en flattant leur sentiment anti-prof. Si ces feignants veulent gagner plus, ils n'ont qu'à travailler plus ! Et puis, Macron se propose de mettre les établissements scolaires en concurrence en permettant aux chefs d'établissements de choisir les enseignants, en rendant public des notations faites par les élèves, etc.

- *développer encore l'assistanat pour les capitalistes* : après avoir baissé massivement le taux d'impôt sur les sociétés (passé de 33 % à 25%), supprimé l'ISF, mis en place la flat tax, baisser de 10 milliards les impôts sur la production, il propose de supprimer la contribution sur la valeur ajoutée (un cadeau de 7,5 milliards pour les patrons)

- *s'attaquer au service public audiovisuel* : ses seules mesures pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages sont en fait des attaques ! Il veut supprimer la redevance pour mieux offrir à ses amis milliardaires de nouvelles privatisations. Il veut baisser les cotisations des indépendants pour assécher les ressources de la Sécurité sociale. Enfin, il veut baisser la taxation de l'héritage au bénéfice des ménages les plus aisés.

Mediapart résume en une phrase lapidaire le projet de Macron : « *la redistribution à l'envers, la contre-révolution fiscale et sociale, la destruction de l'État social* »

Gaston Lefranc, le 20 mars 2022